

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TMB/R/32

11 juillet 1997

(97-2937)

Organe de supervision des textiles

RAPPORT DE LA TRENTE-TROISIEME REUNION

1. L'Organe de supervision des textiles a tenu sa trente-troisième réunion du 23 au 25 juin 1997.
2. M. Saeki a désigné M. Kenji Kobayashi (Japon) pour le suppléer à compter du 23 juin 1997.
3. Etaient présents à la réunion les membres et suppléants suivants, ainsi qu'un observateur: Mme Berrig/M. Tadpitakkul; Mme Dwarka-Canabady; MM. Kim/Tong; Malik; Mukerji/Mme Shahin; Mlle Orozco Jaramillo; MM. Richards; Rey/Urkan; Saeki/Kobayashi; Saint-Jacques; Tagliani.
4. L'OSpT a adopté le rapport de sa trente-deuxième réunion (G/TMB/R/31).

Notifications au titre de l'article 2:8 a) et 2:11 de l'ATV

5. L'OSpT a examiné, en application du paragraphe 21 de l'article 2, la notification présentée au titre des paragraphes 8 a) et 11 de l'article 2 par le Canada (G/TMB/N/214, Add.1 et Add.2, Corr.1 et Corr.2). Il a noté que, conformément au paragraphe 8 a) de l'article 2, le volume des importations de produits à intégrer (30 produits) représentait 18,61 pour cent du volume total des importations de produits visés par l'Accord entrées au Canada en 1990. Des produits de chacun des quatre groupes prévus au paragraphe 8 a) de l'article 2 seraient intégrés, à raison des pourcentages ci-après du volume des importations du Canada en 1990: cinq produits pour les peignés et filés (0,65 pour cent); trois pour les tissus (2,10 pour cent); 16 pour les articles confectionnés (14,22 pour cent); et six pour les vêtements (1,65 pour cent). L'OSpT a également noté que deux produits pour lesquels le Canada maintient des restrictions dans le cadre de l'ATV (sacs à main en matières textiles et chemises à col tailleur) avaient été inclus dans son programme d'intégration et que, en conséquence, ces restrictions seraient éliminées au 1er janvier 1998. Les restrictions imposées sur ces deux produits concernent 22 Membres de l'OMC. Par ailleurs, le Canada a informé l'OSpT qu'en attendant l'intégration des chemises à col tailleur dans le GATT de 1994 au 1er janvier 1998, il n'appliquerait plus au-delà du 1er juillet 1997 les restrictions visant les importations de chemises à col tailleur en provenance de Membres de l'OMC soumis à des restrictions, et qu'il en avait averti les Membres concernés.

6. L'OSpT a repris l'examen des notifications présentées par la République dominicaine et la République slovaque sur la base des renseignements additionnels transmis par ces deux pays et, souhaitant recevoir des informations et des précisions supplémentaires, a décidé d'y revenir lors d'une réunion ultérieure.

Communications reçues

7. L'OSpT a pris note d'une communication adressée par l'Afrique du Sud (G/TMB/N/197/Rev.1/Add.1) en réponse aux questions qu'il lui avait adressées pour vérifier si les statistiques fournies par les Membres concernés à propos de l'intégration portaient bien, le cas échéant,

./.

sur les parties de lignes du SH qui sont visées par l'ATV, et non sur la totalité des produits relevant des positions à six chiffres du SH correspondantes (G/TMB/R/29, paragraphes 43 à 45). Dans cette communication, qui se référait à la notification de sa première étape d'intégration, l'Afrique du Sud précisait que le niveau des importations effectuées en 1990 indiqué, s'agissant des produits relevant des catégories des chapitres 30 à 49 et 64 à 96 pour lesquels les lignes à six chiffres du SH ne sont pas complètement couvertes par l'ATV, correspondait exactement aux descriptions de produits respectives figurant dans l'annexe de l'ATV. L'Afrique du Sud a illustré cette mise au point par des statistiques portant à la fois sur les positions à six chiffres et sur les produits relevant de celles-ci qui sont visés par l'ATV. Elle a indiqué que, en conséquence, les pourcentages établis aux fins de la première étape de l'intégration qu'elle a notifiés restent inchangés.

8. L'OSpT a reçu une communication du Japon en réponse aux questions qu'il lui avait adressées pour vérifier si les statistiques fournies par les Membres concernés à propos de l'intégration portaient bien, le cas échéant, sur les parties de lignes du SH visées par l'ATV, et non sur l'ensemble des produits relevant des lignes à six chiffres correspondantes (G/TMB/R/29, paragraphes 43 à 45). Le Japon a indiqué que certains des produits des chapitres 30 à 49 et 64 à 96 pour lesquels les lignes du SH à six chiffres ne sont pas complètement couvertes par l'ATV et qui sont inclus dans son programme d'intégration au titre de la première étape correspondent exactement aux désignations figurant dans l'annexe de l'Accord, mais que dans d'autres cas la correspondance était partielle, car il ne pouvait "exclure exactement les produits qui ne sont pas couverts par l'ATV". Il avait fait tout son possible pour que les produits inclus dans son programme d'intégration au titre de la première étape correspondent aux désignations figurant dans l'annexe de l'ATV, mais "si d'autres pays membres devaient exclure de leur programme d'intégration les produits qui ne correspondent pas aux désignations figurant dans l'annexe de l'ATV, il serait prêt à faire de même ... Dans cette éventualité, les pourcentages calculés pour les première et deuxième étapes de l'intégration tels qu'ils ont été notifiés par le Japon seraient modifiés". Le Japon "communiquerait dans ce cas les ajouts à son programme d'intégration". L'OSpT a décidé de reprendre l'examen de cette communication lors d'une réunion ultérieure.

9. L'OSpT a entamé l'examen des communications présentées par la Hongrie, la Slovaquie et la Suisse en réponse aux questions qu'il leur avait adressées pour vérifier si les statistiques fournies par les Membres concernés à propos de l'intégration portaient bien, le cas échéant, sur les parties de lignes du SH couvertes par l'ATV et non sur l'ensemble des produits relevant des lignes à six chiffres correspondantes (G/TMB/R/29, paragraphes 43 à 45) et, souhaitant recevoir des informations et des précisions supplémentaires de la part des différents Membres cités, a décidé de reprendre son examen lors d'une réunion ultérieure.

Préparation du rapport général de 1997 conformément à l'article 8:11 de l'ATV

10. L'OSpT a poursuivi l'examen des éléments de son projet de rapport général sur la mise en oeuvre de l'ATV pendant la première étape, qui sera remis au Conseil du commerce des marchandises dans le cadre de l'examen majeur prévu au paragraphe 11 de l'article 8 de l'ATV. Il a par ailleurs examiné dans ce contexte la communication que l'Inde lui a fait parvenir en réponse à sa demande de renseignements du 14 février 1997.

Programme des réunions de l'OSpT pour 1997

11. Compte tenu de la préparation du rapport général, l'OSpT a décidé de modifier son programme provisoire de réunions pour 1997. La réunion qui devait se tenir du 7 au 11 juillet aura lieu du 7 au 9 juillet; celle qui devait se tenir du 21 au 23 juillet aura lieu du 21 au 25 juillet.